

# Mettens (PS) lance l'offensive contre la "suédoise"

■ L'ex-patron PS de la Politique scientifique (Belspo) traîne le gouvernement au Conseil d'Etat.

**P**hilippe Mettens n'est pas le genre de personnage à se laisser abattre. L'ex-patron de l'administration fédérale de la Politique scientifique (Belspo), éjecté après 12 ans de mandat, vient de tirer une salve juridique contre le gouvernement Michel 1<sup>er</sup>. Celui qui est aussi le bourgmestre socialiste de Flobecq (Hainaut) a déposé simultanément trois recours au Conseil d'Etat.

Par ces recours, Philippe Mettens demande l'annulation de trois décisions : le non-renouvellement des fonctions à la tête de Belspo (c'est-à-dire l'acte qui a permis son éviction), la modification *in extremis* de certaines caractéristiques du poste qu'il occupait (ce qui a permis d'éviter au gouvernement de devoir le reconduire d'office dans ses fonctions en raison de sa très bonne évaluation) et, enfin, la désignation provisoire à la tête de Belspo de René Delcourt (directeur général Budget&Finances pour Belspo

et ex-collaborateur de cabinets ministériels MR).

Philippe Mettens est un habitué de ce genre de procédure de contestation juridictionnelle : en avril dernier, lorsqu'il avait appris que la "suédoise" l'avait débarqué, il avait immédiatement saisi en urgence le Conseil d'Etat contre cette décision. Sans succès.

## Pesant soupçon

Mais, désormais, le dossier a évolué. Pour Philippe Mettens, les informations révélées par "La Libre" concernant l'engagement par Elke Sleurs (N-VA), la secrétaire d'Etat en charge de la Politique scientifique, d'un cabinet d'avocats chargé de la conseiller dans "l'affaire Mettens", éclaire son dossier sous un autre jour. En effet, le recours à ce consultant quelques semaines avant sa mise à pied laisse penser que le gouvernement voulait mettre toutes les chances de son côté pour se débarrasser d'un élément PS potentiellement "gè-

nant" dans le contexte de la suppression à terme de Belspo.

Alors que les avocats de Elke Sleurs planchaient déjà sur la situation personnelle de Philippe Mettens, ce dernier n'arrivait pas à obtenir le moindre ren-

dez-vous avec sa ministre fonctionnelle pour obtenir son évaluation de fin de mandat. Cette évaluation lui a finalement été concédée, mais au dernier moment et à la suite d'une action de Philippe Mettens devant le tribunal de première instance de Bruxelles.

De même, le gouvernement fédéral avait modifié la fonction – notamment la rémunération – du patron de Belspo le

## Si le Conseil d'Etat donne raison à Mettens, ce dernier retrouvera ses fonctions à la tête de Belspo.

vendredi 3 avril 2015, soit juste avant l'échéance de fin de mandat pour Philippe Mettens. Cette modification de la fonction avait permis d'éviter la reconduction automatique du turbulent socialiste pour un troisième mandat. Le pompon aux yeux de Mettens : le ministre de Défense et de la Fonction publique, Steven Vandeput (N-VA), a demandé au Selor de procéder à la sélection du nouveau dirigeant de Belspo par un courrier du 2 avril, donc avant même que le Conseil des ministres statue sur les modifications de la fonction.

## Un retour de Mettens à Belspo ?

*"De tout ceci, il ressort à l'évidence, d'une part, que, depuis des mois, la partie adverse avait connaissance de la situation du requérant et des conditions juridiques dans lesquelles s'annonçait la fin de son mandat et, d'autre part, qu'avant même de notifier la mention d'évaluation au requérant elle avait préparé les actes et sollicité les avis nécessaires à la mise en œuvre d'une procédure de sélection d'un nouveau président du comité de direction (de Belspo, Ndlr), à l'exclusion du requérant",* relèvent les recours devant le conseil d'Etat.

Pour le socialiste, il est donc clair qu'une machination a été mise en place contre lui pour l'évincer de son "bébé", la Politique scientifique fédérale. Si le Conseil d'Etat donne raison au bourgmestre de Flobecq, ce dernier retrouvera ses fonctions à la tête de son ancienne administration.

**Frédéric Chardon**